

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'**AGROALIMENTAIRE** ET DU **BOIS**



Atelier thématique IAA n° 7

« Soutenir l'**émergence de stratégies collectives** nationales et internationales de filières, et de **projets collaboratifs**, notamment par le **dialogue** professionnel et interprofessionnel, ainsi que par le dialogue social ; contribuer à l'**équilibre des relations commerciales** entre acteurs, de l'amont agricole au commerce de détail. »

Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

☐ Objectifs généraux

Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

Contribuer au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

☐ Leviers de conduite de la réflexion: 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires*

Attentes des consommateurs, qualité et traçabilité des produits, proximité de la production

Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle

Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés

*Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue

*Stratégies d'exportation, promotion des produits

Attentes de la société, enjeux environnementaux et pratiques agro-industrielles

*Stratégies collectives, projets collaboratifs, relations commerciales entre acteurs

D'autres thèmes peuvent être proposés localement puis traités

☐ Objectif opérationnel

Etre **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

Introduction: objectifs et cadre général (2/2)

APPUI: REFERENT AGROALIMENTAIRE DRAAF/DIRECCTE (et son équipe)

☐ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

☐ Contact

Anne PERRET, DRAAF Adjointe

- Par téléphone et courriel

Bureau: 02 32 18 95 40

Mél: anne.perret@agriculture.gouv.fr

- Participation au(x) point(s) d'étape

Date:

Lieu:

Constitution du groupe

☐ Membres

AGOULON Adrien (AGRO-HALL)
CHOLLET Agnès (CRIL / Interviande Haute-Normandie)
COLLEU Laurent (Ferme d'Autheuil SARL)
CORNILLOT Catherine (Seine-Maritime Expansion)
COUEPEL Pierre-Yves (FERRERO France)
DAVID Isabelle (IRQUA Normandie)
DUTACQ Sébastien (SAS MOULIN D'AUGUSTE)
ELIE Christophe (Bigard – abattoir de Formerie)
FONTAINE Jocelyn (Comité d'Expansion Agroalimentaire de Normandie)
HUBERT Bertrand (AGRO-HALL)
LAVATINE Jean-Marie (CLHN)
NADAL Renaud (ONYX DEVELOPPEMENT SAS)
RIOS Matthieu (Inter Bio Normandie)
TALBOT Anne-Marie (Tripes PAILLARD)
VANDENBULCKE Anne (AHNORIA)
LEVREL Mathilde (Conseil Régional de Haute-Normandie)
VASSE Véronique (Conseil Régional de Haute-Normandie)
CABAUD Yves (DIRECCTE)
PETIT-MACUR Raphaëlle (DIRECCTE)
VIDALOU Isabelle (DDTM de l'Eure)
MOUTIER Laurence (DDTM de Seine-Maritime)
PERRET Anne (DRAAF)
BONNARD Ludovic (DRAAF / SREAF)
GIRAULT Thierry (DRAAF / SREAF)

☐ Industriel pilote

Jean-Louis MEURIC (DAVIGEL SAS)

☐ Copilote

☐ Secrétaire

Mathilde LEVREL et Thierry GIRAULT,
chargés de mission IAA à la Région et à la
DRAAF Haute-Normandie_

Calendrier des réunions de travail

☐ Date 1 : Vendredi 7 décembre 2012 - 9 h 30

☐ Adresse lieu 1 : Conseil régional de Haute-Normandie - salle n° 2 au RDC - 5 rue Robert Schuman
- Rouen

Absents:

☐ Date 2 : Vendredi 1er février 2013 - 9 h 30

☐ Adresse lieu 2 : Conseil régional de Haute-Normandie - salle n° 1 au RDC - 5 rue Robert Schuman
- Rouen

Absents:

☐ Date :

☐ Adresse lieu 3 :

Absents:

Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

☐ Périmètre et définition du thème

Problématiques retenues pour le thème

- dans la perspective de discussions sur les relations commerciales au sein des filières, comment s'articulent les dispositions de la loi de modernisation de l'économie et de la loi de modernisation agricole ?
- l'Observatoire des prix et des marges répond-il aux attentes des professionnels et des consommateurs en matière de transparence des mécanismes de formation des prix et des marges ?
- comment les pouvoirs publics peuvent-ils améliorer la transparence de fixation des prix ?
- quels outils de gestion du risque peuvent-ils en outre être mis en place ?
- est-il encore possible de créer de la valeur ajoutée au sein des filières, ou doit-on considérer celle-ci comme une quantité figée et dont la répartition procède du rapport de force entre les acteurs ?
- quelles négociations interprofessionnelles sont possibles sur les questions de valeur ajoutée des produits, au sein des filières, dans le respect du droit et sous la contrainte d'un pouvoir d'achat du consommateur qui tend à stagner ?

☐ Appuis existants

Etudes, rapports, actions collectives, dispositifs...

[De même, reprendre les rapports et études mentionnés au « III. Principales recommandations et pistes de réflexion »]

[En ajouter le cas échéant]

Constat et analyse des enjeux - Synergies

☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

Depuis un an, les pays émergents achètent en masse des matières premières à bas prix qui déstabilisent le marché intérieur.

Les transformateurs sont confrontés depuis quelques années à une forte augmentation du coût des matières premières et éprouvent de grandes difficultés pour répercuter ces hausses au niveau de la grande distribution.

Le dialogue entre transformateurs et la grande distribution (GMS) est très tendu voire bloqué avec des rapports de force entre protagonistes inégaux. Ces relations difficiles peuvent conduire, en cas de désaccord, à un déréférencement des fournisseurs par l'enseigne. Cette crainte de déréférencement est si forte que les entreprises évitent autant que possible de s'engager dans des procédures de médiation et à fortiori contentieuse avec la distribution.

Absence d'interlocuteurs stables au niveau de la GMS.

Inquiétude de la profession sur une recrudescence des fraudes aboutissant à une concurrence déloyale et à des pertes de marchés.

☐ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

[Préciser]

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

Plan d'actions (Comité stratégique de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie); « Loi d'avenir ».

7.1- **Mettre en place des dispositifs sécurisés** juridiquement **pour maîtriser la volatilité des prix** des matières

7.2- **Garantir des conditions de concurrence loyales** entre industriels eux-mêmes et **des relations commerciales équilibrées** entre industriels et distributeurs, en renforçant les contrôles

7.4- **Redynamiser l'élevage bovin** pour sécuriser les approvisionnements des outils industriels de transformation (viande, lait)

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional


7.3- **Renforcer les actions de l'AHNORIA** dans l'animation du réseau des

7.5- **Prendre en compte** de manière plus intégrée **les attentes des consommateurs**


Fiche-action n° 7.1

Mettre en place des dispositifs sécurisés juridiquement pour maîtriser la volatilité des prix des matières


premières

<p>ACTION:</p> <p><u>Nature</u> (nationale/régionale);</p> <p><u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes);</p> <p><u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p><u>Action nationale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adapter et clarifier le droit de la concurrence pour une application plus équilibrées des dispositions de la LME - Mettre en place des mécanismes de régulations réglementaires ou par voie de contractualisation en introduisant une clause d'indexation des couts de production (matières premières, énergie...) pour lisser sur un temps long (6 mois ou davantage) les hausses de prix ou bien une clause qui, au-delà d'un certain seuil de fluctuation, autoriserait ou même rendrait obligatoire une réouverture des négociations - Promouvoir et développer la contractualisation entre industriels et distributeurs - Dès que possible
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Instaurer un climat plus serein dans les relations commerciales par une répercussion de la hausse du coût des matières premières mieux partagée et plus équilibrée entre industriels et distributeurs - Permettre aux TPE et PME de dégager des marges suffisantes pour qu'elles puissent investir - Éviter le déréférencement des industriels auprès de la distribution
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - cf. action n° 3-4 intitulée « Adapter les aides publiques et le financement au cycle de vie de l'entreprise en intégrant les spécificités des IAA » - Oui, aux secteurs de l'économie clients de la distribution.
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises - Les ministères chargés de l'économie, de la consommation, de l'agroalimentaire, l'Autorité de la concurrence, en lien avec la représentation nationale de la filière agroalimentaire (FCD, ANIA...)
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants</u> <u>indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<div data-bbox="1682 1143 1887 1398">  <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT</p> <p>MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</p> </div>


Garantir des conditions de concurrence loyales entre industriels et des relations commerciales équilibrées entre industriels et distributeurs

<p>ACTION:</p> <p><u>Nature</u> (nationale/régionale);</p> <p><u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes);</p> <p><u>Durée et calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p><u>Action nationale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les contrôles des pouvoirs publics dans les entreprises, notamment ceux de la répression des fraudes chargée de vérifier la qualité, la traçabilité et la conformité des produits proposés aux consommateurs - Sensibiliser les chefs d'entreprises sur les risques encourus en cas de fraude avec des impacts pouvant être préjudiciables pour la renommée de l'entreprise, son activité, ses emplois, son existence... - Mieux encadrer les contrôles internes réalisés par les entreprises elles-mêmes pour sécuriser davantage la qualité de la matière première achetée et utilisée dans la fabrication des produits - Permanente et dès que possible
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Garantir des conditions de concurrence loyales entre industriels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforter l'image du secteur agroalimentaire auprès du consommateurs en termes de traçabilité, de qualité, de satisfaction... - Apporter de la confiance aux consommateurs sur les produits alimentaires, notamment transformés
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Les industriels et distributeurs</p> <p>Ministères chargés de l'agriculture (pour les aspects sanitaires) et de l'économie et des finances (pour les aspects consommation), services déconcentrés de l'Etat (DDPP et DIRECCTE)</p>
<p>COÛT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<div data-bbox="1696 1146 1893 1403">  <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT</p> <p>COMMISSARIAT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF</p> </div>


Redynamiser l'élevage bovin pour sécuriser les approvisionnements des outils industriels de transformation (viande et lait)

<p>ACTION:</p> <p><i>Nature</i> (nationale/régionale);</p> <p><i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes);</p> <p><i>Durée et calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Action nationale (voire UE) et régionale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rééquilibrer les aides de la PAC en faveur du second pilier et notamment de l'élevage bovin - Mieux faire connaître la valeur travail en élevage par une meilleure politique de soutien - Réexaminer les conditions d'exportation de viande en privilégiant la commercialisation d'animaux transformés et non vivants (à l'instar de l'Allemagne) pour soutenir l'activité de nos industriels - Favoriser les installations et le maintien de l'activité d'élevage dans nos territoires par une politique plus incitative - Pérenniser les débouchés des productions d'élevage en accompagnant la modernisation des outils régionaux de transformation - Revoir les dispositions de certaines environnementales jugées trop contraignantes par les éleveurs - A partir de 2014
<p>OBJECTIF: Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir une activité d'élevage dans les bassins de production traditionnels - Sécuriser sur le long terme les approvisionnements locaux de viande et de lait des industriels présents dans les territoires s
<p>SYNERGIES: <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assise nationale de l'installation en cours
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les éleveurs de bovin - Ministères chargés de l'agriculture, Etats membres de l'UE, Région, les professionnels agricoles de la filière bovine (lait et viande), APCA, Chambres d'agriculture
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<div data-bbox="1696 1146 1879 1403">  <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT</p> <p>MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF</p> </div>

Prendre en compte de manière plus intégrée les attentes des consommateurs

<p>ACTION:</p> <p><u>Nature</u> (nationale/régionale);</p> <p><u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes);</p> <p><u>Durée et calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p><u>Action régionale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager les démarches collectives qui permettent aux entreprises de s'engager dans la compétitivité par la qualité (approvisionnement de matières locales, agriculture biologique, comportements éco-responsables...) - Assurer la promotion de ces démarches collectives auprès des consommateurs et des acheteurs, y compris des collectivités publiques - Permanente et dès que possible
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer de nouveaux marchés pour les entreprises régionales, avec notamment ceux de la restauration collective (dont publique) - Assurer des débouchés locaux aux productions agricoles régionales en promouvant par exemples les marques régionales (Gourmandie, Buy Normandie) - Répondre aux attentes sociales et à celles des consommateurs (traçabilité, qualité, circuits courts, limiter le gaspillage...)
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Oui, aux autres secteurs de l'économie</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Les consommateurs</p> <p>Interprofession régionale (AHNORIA), IRQUA-Normandie, les industriels et distributeurs</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<div data-bbox="1696 1148 1901 1405">  <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT</p> <p>MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF</p> </div>

Renforcer les actions de l'AHNORIA dans l'animation du réseau des entreprises

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes);</p> <p><u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p><u>Action régionale</u> (voire interrégionale)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des réseaux permettant aux PME d'échanger entre elles, d'accéder à de l'information (juridique, fiscale, management, sur les dispositifs d'aide existants...) - Organiser régulièrement des rencontres pour conforter des analyses, des stratégies de développement, des expériences, sensibiliser les chefs d'entreprises sur des étapes clés dans la vie de l'entreprise, les écueils à éviter, favoriser les regroupements... en faisant appel en tant que de besoin à des experts - Inciter les entreprises à s'investir davantage dans les réseaux régionaux - Mutualiser les actions et moyens avec d'autres structures interprofessionnelles (ANEA...) - Renforcer sa représentativité (augmentation du nombre d'adhérents) - Organiser et porter des actions collectives (sur l'emploi, la formation...) - Permanente et dès que possible
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux décideurs d'agir avec efficience en s'appuyant sur les connaissances de l'interprofession et des réseaux spécialisés - Eviter l'isolement lors de la prise de décision qui peut mettre en difficulté l'entreprise
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>cf. actions n° 3.1 et 4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'échelle du bassin d'emploi de Dieppe – caux maritime, velleités d'organiser un « pôle agroalimentaire » pour reconnaître un savoir-faire local, de trouver des synergies et le cas échéant de mutualiser certains investissements (communication, R&D...) ou recrutements (responsable de sécurité alimentaire, ergonome...)
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - AHNORIA, industriels - Interprofession régionale (AHNORIA), ANEA, IRQUA-Normandie, Région, DRAAF, DIRECCTE, entreprises, chambres consulaires, agences locales de développement économique, plate-forme de transfert technologique (Agro-Hall)
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<div data-bbox="1696 1146 1901 1400">  <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT</p> <p>MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF</p> </div>